



□ INFORMATIONS GENERALES SUR LES DISPOSITIONS COMMUNAUTAIRES EN MATIERE DE LIBRE CIRCULATION ET DE SECURITE SOCIALE POUR LES TRAVAILLEURS QUI SE DEPLACENT A L'INTERIEUR DE LA COMMUNAUTE

■ INFORMAZIONI GENERALI SULLE DISPOSIZIONI COMUNITARIE IN MATERIA DI LIBERA CIRCOLAZIONE E DI SICUREZZA SOCIALE PER I LAVORATORI CHE SI SPOSTANO ALL'INTERNO DELLA COMMUNITA

△ ALLGEMEINE INFORMATIONEN ÜBER DIE GEMEINSCHAFTSBESTIMMUNGEN IN BEZUG AUF DIE FREIZÜGIGKEIT UND DIE SOZIALE SICHERHEIT FÜR DIE INNERHALB DER GEMEINSCHAFT WANDERNDEN ARBEITNEHMER

▲ ALGEMENE INLICHTINGEN OMTRENT DE GEMEENSCHAPSBEPALINGEN INZAKE HET VRIJE VERKEER EN DE SOCIALE ZEKERHEID VAN DE WERKNEMERS DIE ZICH BINNEN DE GEMEENSCHAP VERPLAATSEN

○ GENERAL INFORMATION ON THE COMMUNITY PROVISIONS WITH REGARD TO FREEDOM OF MOVEMENT AND SOCIAL SECURITY FOR WORKERS MOVING WITHIN THE COMMUNITY

● ALMINDELIGE INFORMATIONER OM FÆLLESMARKEDSBESTEMMELSER VERDRØRENDE FRI BEVÆGELIGHED OG SOCIAL SIKKERHED FOR LØNMODTAGERE, DER FLYTTER INDEN FOR FÆLLESSKABET



□ *Informations mises à jour le:*

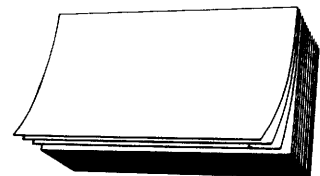
■ *Informazioni aggiornate al:*

△ *Informationen auf den neuesten Stand gebracht am:*

▲ *Inlichtingen op de nieuwste stand gebracht op:*

○ *Information brought up to date on:*

● *Oplysninger ført à jour den:*





A-0

— Informations générales sur les dispositions communautaires en matière de « libre circulation des travailleurs ».



A-1

— Egalité de traitement avec les travailleurs nationaux en ce qui concerne:



A-1.00

— le droit d'accéder à l'emploi vacant;



Conformément aux dispositions du règlement CEE 1612/68 du Conseil sur la libre circulation des travailleurs, et compte tenu des dispositions de la directive CEE/68/360 du Conseil relative à la suppression des restrictions au déplacement et au séjour des travailleurs, les ressortissants des autres Etats membres de la Communauté, qui ont l'intention de prendre emploi sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg, ont le droit :

- . de rechercher librement un emploi au Luxembourg, dans les mêmes conditions que les nationaux;
- . d'y travailler sans permis de travail, cette restriction à l'emploi ayant été supprimée en leur faveur;
- . d'y prendre résidence après avoir trouvé un emploi.

L'autorisation de séjour est délivrée et renouvelée par les autorités luxembourgeoises compétentes dans les conditions prévues par la directive du Conseil précitée, la première autorisation étant accordée sur présentation :

- . du titre d'identité avec lequel le travailleur Communautaire est entré dans le pays;
- . d'une déclaration d'engagement ou d'une attestation de travail de l'employeur.

L'autorisation de séjour, dénommée "carte de séjour de ressortissant d'un Etat membre de la CEE" est valable pour l'ensemble du territoire du Grand-Duché. A noter que les personnes de nationalité étrangère qui désirent s'établir au Grand-Duché doivent généralement se soumettre à un examen médical.

A-1.10

— le droit de bénéficier de l'assistance des bureaux de main-d'œuvre pour rechercher un emploi;



Les ressortissants des autres Etats membres, à la recherche d'un emploi, reçoivent, de la part des services publics de l'emploi luxembourgeois, la même assistance qu'ils accordent aux travailleurs nationaux. (article 5 du Règlement 1612/68)



A-1.20

— le droit d'exercer un emploi;



Les ressortissants des autres Etats membres sont intégralement assimilés aux travailleurs nationaux en matière d'emploi et de travail, de rémunération, de licenciement, de réintégration professionnelle et de réemploi. Ils bénéficient des mêmes avantages sociaux et fiscaux que les travailleurs nationaux. Ils bénéficient encore, au même titre et dans les mêmes conditions que les travailleurs nationaux, de l'enseignement des écoles professionnelles et des centres de réadaptation ou de rééducation. (article 7 du Règlement 1612/68)

A-1.30

— l'exercice des droits syndicaux et de représentation du personnel dans l'entreprise.



Les ressortissants des autres Etats membres bénéficient de l'égalité de traitement en matière d'affiliation aux organisations syndicales et d'exercice des droits syndicaux, y compris le droit de vote. Ils peuvent être exclus de la participation à la gestion d'organismes de droit public et de l'exercice d'une fonction de droit public. Par contre, ils bénéficient du droit d'éligibilité aux organes de représentation des travailleurs dans l'entreprise. (article 8 du Règlement 1612/68)

A-2

— La délivrance de la «carte de séjour de ressortissant d'un Etat membre de la CEE» pour:



A-2.00

— les travailleurs permanents;



L'autorisation de séjour est délivrée et renouvelée par les autorités luxembourgeoises compétentes dans les conditions prévues par la directive CEE 68/360 du Conseil relative à la suppression des restrictions au déplacement et au séjour des travailleurs, la première autorisation étant accordée sur présentation :

- . du titre d'identité avec lequel le travailleur communautaire est entré dans le pays;
- . d'une déclaration d'engagement ou d'une attestation de travail de l'employeur.



L'autorisation de séjour, dénommée "carte de séjour de ressortissant d'un Etat membre de la CEE" est valable pour l'ensemble du territoire du Grand-Duché. A noter que les personnes de nationalité étrangère qui désirent s'établir au Grand-Duché doivent généralement se soumettre à un examen médical.

A-2.10 — les travailleurs frontaliers;



Aucune formalité particulière n'est prévue. Il est renoncé à l'introduction d'une demande d'autorisation de séjour.

A-2.20 — les travailleurs saisonniers;



Les mêmes formalités que pour le travailleur permanent. Toutefois, lorsque le séjour ne dépasse pas trois mois, une simple déclaration d'arrivée auprès de l'autorité locale compétente peut suffire.

A-3 — Motifs de refus de la carte de séjour



La carte de séjour ne peut être refusée que pour des motifs d'ordre public, de sécurité public ou de santé publique. (article 10 de la Directive 68/360)

A-4 — Accès au logement et à la propriété du logement.



Les travailleurs ressortissants des autres Etats membres de la Communauté, occupés sur le territoire luxembourgeois, bénéficient de tous les droits et de tous les avantages accordés aux travailleurs nationaux en matière de logement, y compris l'accès à la propriété du logement dont ils ont besoin. (article 9 du Règlement 1612/68)



A-5

— Possibilité de s'installer avec la famille dans le pays d'accueil.



Ont le droit de s'installer au Luxembourg, avec le travailleur ressortissant d'un Etat membre de la Communauté occupé dans le pays, et quelle que soit leur nationalité :

- . le conjoint et les descendants de moins de vingt et un ans ou à charge;
 - . les ascendants de ce travailleur et de son conjoint qui sont à sa charge,
- à la condition toutefois que le travailleur dispose d'un logement pour sa famille, considéré comme normal pour les travailleurs nationaux dans la région où il est employé. L'admission au Grand-Duché des membres de la famille qui ne bénéficient pas des dispositions qui précèdent est favorisée, lorsqu'il s'agit de personnes à la charge du travailleur ou qui, dans le pays de provenance, vivaient sous le toit du travailleur. (article 10 du Règlement 1612/68)

A-6

— Informations générales sur les dispositions communautaires en matière de sécurité sociale pour les travailleurs qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté.



Conformément aux dispositions des règlements CEE 1408/71 et 574/72 relatifs à l'application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs salariés et à leur famille qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté, les ressortissants des autres Etats membres qui prennent emploi sur le territoire du Grand-Duché bénéficient des garanties suivantes :

- . égalité de traitement en matière de sécurité sociale avec les travailleurs nationaux;
- . totalisation des périodes d'assurance ou d'emploi, de sorte que les périodes d'assurance ou d'emploi effectuées sur l'ensemble du territoire de la Communauté, sont mises en compte par les institutions compétentes de chacun des Etats membres pour l'ouverture de droit aux prestations, le maintien des droits en cours de formation et le calcul des prestations de sécurité sociale ;
- . le droit de transférer les pensions et autres prestations de sécurité sociale dans n'importe quel pays du Marché commun.



A-7

— Conseils pratiques.



Les ressortissants des autres Etats membres peuvent se déplacer librement pour RECHERCHER UN EMPLOI au Luxembourg. Il leur est toutefois recommandé de prendre contact avec les services de l'emploi luxembourgeois, soit directement, soit par l'intermédiaire des bureaux de placement nationaux. En matière d'ASSURANCE CONTRE LA MALADIE, il leur est recommandé de se munir d'une attestation d'affiliation suivant modèle E 104 qui leur est délivrée sur demande par l'institution d'assurance compétente de leur pays de départ.



A-0

— Informazioni generali sulle disposizioni comunitarie in materia di «libera circolazione dei lavoratori».



A-1

— Parità di trattamento rispetto ai lavoratori nazionali per quanto riguarda:



A-1.00

— il diritto di accedere al posto vacante;



Conformemente alle disposizioni del regolamento CEE 1612/68 del Consiglio sulla libera circolazione dei lavoratori, e tenuto conto delle disposizioni della direttiva CEE/68/360 del Consiglio relativa alla soppressione delle restrizioni allo spostamento ed al soggiorno dei lavoratori, i cittadini degli altri Stati membri della Comunità che intendono svolgere un'attività lavorativa nel territorio del Lussemburgo, hanno il diritto di :

- cercare liberamente un'occupazione nel Lussemburgo, alle stesse condizioni dei cittadini;
- lavorare senza permesso di lavoro, in quanto questa restrizione all'occupazione è stata soppressa a loro favore;
- prendere la residenza dopo aver trovato un lavoro. L'autorizzazione di soggiorno viene rilasciata e rinnovata dalle autorità lussemburghesi competenti alle condizioni previste dalla succitata direttiva del Consiglio nei seguenti documenti : la prima autorizzazione viene rilasciata previa presentazione :
 - Documento d'identità con il quale il lavoratore-comunitario è entrato nel paese;
 - una dichiarazione di assunzione o un attestato di lavoro del datore di lavoro. L'autorizzazione di soggiorno detta "carta di soggiorno di cittadino di uno Stato membro della CEE" è valida per tutto il territorio del Granducato. Occorre osservare che gli stranieri che desiderano stabilirsi nel Granducato devono generalmente sottoporsi ad un esame medico.



A-1.10 — il diritto di beneficiare dell'assistenza degli uffici di manodopera per la ricerca di un impiego;



I cittadini degli altri Stati membri in cerca di lavoro ricevano la stessa assistenza che gli uffici pubblici del lavoro lussemburghesi prestano ai lavoratori nazionali. (articolo 5 del regolamento 1612/68)

A-1.20 — il diritto di esercitare un impiego;



I cittadini degli altri Stati membri vengono assimilati integralmente ai lavoratori nazionali in materia d'impiego e di lavoro, di retribuzione, di licenziamento, di reintegrazione professionale o di ricollocamento. Essi godono degli stessi vantaggi sociali e fiscali, dei lavoratori nazionali. Essi fruiscono inoltre allo stesso titolo e alle stesse condizioni dei lavoratori nazionali, dell'insegnamento delle scuole professionali e dei centri di riadattamento o di rieducazione. (articolo 7 del Regolamento 1612/68)

A-1.30 — l'esercizio dei diritti sindacali e di rappresentazione del personale nell'impresa.



I cittadini degli altri Stati membri godono della parità di trattamento per quanto riguarda l'iscrizione alle organizzazioni sindacali e l'esercizio dei diritti sindacali, compreso il diritto di voto. Essi possono essere esclusi dalla partecipazione alla gestione di organismi di diritto pubblico e dall'esercizio di una funzione di diritto pubblico. Possono inoltre del diritto di eleggibilità negli organi di rappresentanza di lavoratori nell'impresa. (articolo 8 del regolamento 1612/68)

A-2 — Il rilascio della «carta di soggiorno di cittadino di uno Stato membro della CEE» per:





A-2.00

— i lavoratori permanenti



L'autorizzazione di soggiorno viene rilasciata e rinnovata dalle autorità lussemburghesi competenti alle condizioni previste dalla direttiva CEE 68/360 del Consiglio relativa alla soppressione delle restrizioni allo spostamento ed al soggiorno dei lavoratori; la prima autorizzazione viene accordata perie presentazione dei seguenti documenti o documento d'identità con il quale il lavoratore comunitario è entrato nel paese; o dichiarazione di assunzione o attestato di lavoro del datore di lavoro.

L'autorizzazione di soggiorno dette "carta di soggiorno di cittadino di uno Stato membro della CEE" è valida su tutto il territorio del Granducato.

Dia notare esse gli stranieri che desiderano stabilirsi nel Granducato devono generalmente sottoporsi ad un esame medico.

A-2.10

— i lavoratori frontalieri;



Non è prevista alcuna formalità. Non è necessario presentare una domanda di autorizzazione di soggiorno.

A-2.20

— i lavoratori stagionali.



Stesse formalità previste per il lavoratore permanente. Tuttavia, quando le durate del soggiorno non supera tre mesi, puo bastare una semplice dichiarazione di arrivo presso l'autorità locale competente.

A-3

— Motivi di rifiuto della carta di soggiorno.



La carta di soggiorno puo essere rifiutata solo per motivi di ordine pubblico, pubblica sicurezza e di sanità pubblica.(articolo 10 della direttiva 68/360)

A-4

— Accesso all'alloggio e alla proprietà dell'alloggio.

I lavoratori cittadini degli altri Stati membri della Comunità, occupati nel territorio del Lussemburgo, godono di tutti i diritti e vantaggi accordati ai lavoratori nazionali per quanto riguarda l'alloggio in



compreso l'accesso alla proprietà dell'alloggio di cui necessitano. (articolo 9 del Regolamento 1612/68)

A-5



— Possibilità di stabilirsi con la famiglia nei paesi ospitanti.

Hanno diritto di stabilirsi nel Lussemburgo, con il lavoratore cittadino di uno Stato membro della Comunità occupato nel paese, qualunque sia la loro cittadinanza:

- il coniuge e i loro discendenti minori di 21 anni o a carico,
- gli ascendenti di tale lavoratore e del suo coniuge che sono a suo carico, perché il lavoratore disponga di un alloggio per la sua famiglia ritenuto normale per i lavoratori nazionali nella regione in cui egli è occupato.

Viene favorita l'ammissione nel Granducato dei familiari che non podono delle disposizioni che precedono allorché si tratti di persone a carico del lavoratore che, nel paese di provenienza, vivevano sotto il tetto del lavoratore. (articolo 10 del Regolamento 1612/68)

A-6



— Informazioni generali sulle disposizioni comunitarie in materia di sicurezza sociale per i lavoratori che si spostano all'interno della Comunità.

Conformemente alle disposizioni dei regolamenti CEE 1408/71 e 574/72 relativi all'applicazione dei regimi di sicurezza sociale dei lavoratori salariati e ai loro familiari che si spostano all'interno della Comunità, i cittadini degli altri Stati membri che trovano lavoro sul territorio del Granducato podono delle seguenti garanzie :

- parità di trattamento per quanto riguarda la sicurezza sociale con i lavoratori nazionali;
- totalizzazione dei periodi di assicurazione o di impiego, in modo che i periodi di assicurazione o di impiego effettuati in tutto il territorio della Comunità, vengano presi in considerazione dalle istituzioni competenti di ciascuno Stato membro per l'apertura del diritto alle prestazioni, il mantenimento dei diritti in corso di formazione e il calcolo delle prestazioni di sicurezza sociale;
- il diritto di trasferire le pensioni e altre prestazioni di sicurezza sociale in qualsiasi paese del Mercato Comune.



A-7

— Consigli pratici.



I cittadini degli altri Stati membri possono spostarsi liberamente per cercare un impiego nel Lussemburgo. Viene loro tuttavia raccomandato di prendere contatto con uffici del lavoro lussemburghesi, sia direttamente sia tramite gli uffici nazionali di collocamento. Il materia di ASSICURAZIONE MALATTIA si raccomanda loro di procurarsi un attestato d'iscrizione secondo il modello E 104, che rilasciato su richiesta dall'istituzione di assicurazione competente del paese di provenienza.



A-0



- Allgemeine Informationen über die Gemeinschaftsbestimmungen auf dem Gebiet der «Freizügigkeit der Arbeitnehmer».

A-1



- Gleichbehandlung mit den inländischen Arbeitnehmern hinsichtlich:

A-1.00



- des Rechtes, eine freie Stelle zu besetzen;

Gemäß der EWG-Verordnung 1612/68 des Rates über die Freizügigkeit der Arbeitnehmer und unter Berücksichtigung der Richtlinie EWG/68/360 des Rates bezüglich der Aufhebung der Beschränkungen in bezug auf Wohnortwechsel und Aufenthalt der Arbeitnehmer haben die Staatsangehörigen der anderen Mitgliedstaaten der Gemeinschaft, die im Hoheitsgebiet des Großherzogtums Luxemburg eine Beschäftigung aufzunehmen gedenken, das Recht:

- . unter den gleichen Bedingungen wie die Inländer (luxemburgischen Staatsangehörigen) frei (unbeschränkt) eine Beschäftigung in Luxemburg zu suchen;
- . dort ohne Arbeitsgenehmigung zu arbeiten, denn diese Beschäftigungsbeschränkung ist zu ihren Gunsten aufgehoben;
- . dort Wohnung zu nehmen, wenn sie eine Beschäftigung gefunden haben.

Die Aufenthaltsgenehmigung wird von den zuständigen luxemburgischen Behörden unter den in der vorgenannten Richtlinie des Rates vorgesehenen Bedingungen ausgestellt und erneuert. Die erste Genehmigung wird gegen Vorlage folgender Papiere gewährt:

- . Personalausweis, mit dem der Gemeinschaftsarbeitnehmer eingereist ist;
- . Erklärung des Arbeitgebers über das Bestehen eines Arbeitsverhältnisses oder Arbeitsbescheinigung des Arbeitgebers.

Die Aufenthaltsgenehmigung, die "Aufenthaltserlaubnis von Staatsangehörigen eines Mitgliedstaats der EWG" genannt wird, gilt für das gesamte Hoheitsgebiet des Großherzogtums.

Es ist anzumerken, daß die Personen ausländischer Staatsangehörigkeit, die sich im Großherzogtum niederlassen möchten, sich im allgemeinen einer ärztlichen Untersuchung unterziehen müssen.



A-1.10 — des Rechtes auf Amtshilfe bei der Suche nach einer Beschäftigung



Die Staatsangehörigen der anderen Mitgliedstaaten, die eine Beschäftigung suchen, erhalten von seiten der luxemburgischen Arbeitsämter die gleiche Hilfe, wie diese den inländischen Arbeitnehmern gewähren (Artikel 5 der Verordnung 1612/68).

A-1.20 des Rechtes, eine Beschäftigung auszuüben;



Die Staatsangehörigen der anderen Mitgliedstaaten werden im Hinblick auf Beschäftigung und Arbeit, Entlohnung, Kündigung, berufliche Wiedereingliederung und Wiedereinstellung den inländischen Arbeitnehmern völlig gleichgestellt.

Sie genießen dort die gleichen sozialen und steuerlichen Vergünstigungen wie die inländischen Arbeitnehmer.

Sie können außerdem mit dem gleichen Recht und unter den gleichen Bedingungen wie die inländischen Arbeitnehmer Berufsschulen und Umschulungszentren in Anspruch nehmen. (Artikel 7 der Verordnung 1612/68)

A-1.30



— der Ausübung der gewerkschaftlichen Rechte und der Arbeitnehmervertretungen in den Betrieben.

Die Staatsangehörigen der anderen Mitgliedstaaten haben Anspruch auf gleiche Behandlung hinsichtlich der Zugehörigkeit zu Gewerkschaften und der Ausübung gewerkschaftlicher Rechte einschließlich des Wahlrechts. Sie können von der Teilnahme an der Verwaltung von Körperschaften des öffentlichen Rechts und der Ausübung eines öffentlich-rechtlichen Amtes ausgeschlossen werden. Dagegen haben sie das Recht auf Wählbarkeit zu den Organen der Arbeitnehmervertretungen in den Betrieben (Artikel 8 der Verordnung 1612/68).

A-2



— Die Ausstellung der «Aufenthaltsurlaubnis für Angehörige eines Mitgliedstaats der EWG» für:

A-2.00



— Dauerarbeitnehmer,

Die Aufenthaltsgenehmigung wird von den zuständigen luxemburgischen Behörden unter den Bedingungen ausgestellt und erneuert, die in der EWG-Richtlinie 68/360 des Rates in bezug auf



die Aufhebung der Beschränkungen für den Wohnortwechsel und den Aufenthalt der Arbeitnehmer vorgesehen sind. Die erste Genehmigung wird gegen Vorlage folgender Papier gewährt:

- . Personalausweis, mit dem der Gemeinschaftsarbeitnehmer eingereist ist;
- . Erklärung des Arbeitgebers über das Bestehen eines Arbeitsverhältnisses oder Arbeitsbescheinigung des Arbeitgebers.

Die Aufenthaltsgenehmigung, die "Aufenthaltserlaubnis für Angehörige eines Mitgliedstaats der EWG" genannt wird, gilt für das gesamte Hoheitsgebiet des Großherzogtums.

Es ist anzumerken, daß die Personen ausländischer Staatsangehörigkeit, die sich im Großherzogtum niederlassen möchten, sich im allgemeinen einer ärztlichen Untersuchung unterziehen müssen.

A-2.10



— Grenzarbeitnehmer,

Es ist keinerlei Formalität vorgesehen. Es wird auf die Stellung eines Antrags auf Aufenthaltsgenehmigung verzichtet.

A-2.20



— Saisonarbeitnehmer.

Die gleichen Formalitäten wie für den Dauerarbeitnehmer. Wenn der Aufenthalt jedoch drei Monate nicht übersteigt, genügt eine einfache Erklärung über die Ankunft (Meldung) bei der zuständigen örtlichen Behörde.

A-3



— Beweggründe für die Verweigerung der Aufenthaltserlaubnis.

Die Aufenthaltserlaubnis darf nur aus Gründen öffentlicher Ordnung, öffentlicher Sicherheit oder öffentlicher Gesundheit verweigert werden (Artikel 10 der Richtlinie 68/360).

A-4



— Zugang zur Wohnung und Erlangen des Wohnungseigentums.

Die Arbeitnehmer, die die Staatsangehörigkeit eines anderen Mitgliedstaats der Gemeinschaft besitzen und im luxemburgischen Hoheitsgebiet beschäftigt sind, genießen hinsichtlich einer Wohnung, einschließlich der Erlangung des Eigentums an der von ihnen benötigten Wohnung, alle Rechte und Vergünstigungen wie inländische Arbeitnehmer. (Artikel 9 der Verordnung 1612/68).



A-5



- Möglichkeit, mit der Familie im Aufnahmeland Wohnung zu nehmen.

Bei dem Arbeitnehmer, der die Staatsangehörigkeit eines Mitgliedstaats der Gemeinschaft besitzt und in Luxemburg beschäftigt ist, dürfen folgende Personen ungeachtet ihrer Staatsangehörigkeit Wohnung nehmen:

- seine Ehegatte sowie die Verwandten in absteigender Linie, die noch nicht 21 Jahre alt sind oder denen Unterhalt gewährt wird;
- seine Verwandten und die Verwandten seines Ehegatten in aufsteigender Linie, denen er Unterhalt gewährt.

jedoch unter der Voraussetzung, daß der Arbeitnehmer für seine Familie über eine Wohnung verfügt, die in dem Gebiet, in dem er beschäftigt ist, den für die inländischen Arbeitnehmer geltenden normalen Anforderungen entspricht.

Der Zugang der vorstehend nicht genannten Familienangehörigen zum Großherzogtum Luxemburg wird begünstigt, wenn es sich um Personen handelt, denen der Arbeitnehmer Unterhalt gewährt, oder mit denen er im Herkunftsland in häuslicher Gemeinschaft lebte (Artikel 10 der Verordnung 1612/68).

A-6



- Allgemeine Informationen über die Gemeinschaftsbestimmungen auf dem Gebiet der sozialen Sicherheit für die innerhalb der Gemeinschaft wandernden Arbeitnehmer.

Gemäß der EWG-Verordnungen 1408/71 und 574/72 bezüglich der Anwendung der Systeme der sozialen Sicherheit auf die innerhalb der Gemeinschaft wandernden Arbeitnehmer nebst Familien genießen die Staatsangehörigen der anderen Mitgliedstaaten, die im Hoheitsgebiet des Großherzogtums eine Beschäftigung aufnehmen, nachstehende Garantien:

- Gleichstellung mit den inländischen Arbeitnehmern im Bereich der sozialen Sicherheit;
- Anrechnung der Versicherungs- oder Beschäftigungszeiten, so daß die im gesamten Hoheitsgebiet der Gemeinschaft zurückgelegten Versicherungs- oder Beschäftigungszeiten von den zuständigen Trägern jedes Mitgliedstaats für den Erwerb von Leistungsansprüchen, die Aufrechterhaltung der Anwartschaften und die Berechnung der Leistungen der sozialen Sicherheit angerechnet werden;
- das Recht zur Überweisung (Transfer) der Renten und sonstigen Leistungen der sozialen Sicherheit in irgendein anderes Land des Gemeinsamen Marktes.



A-7

— Praktische Hinweise.



Die Staatsangehörigen der anderen Mitgliedstaaten können frei einreisen, um eine BESCHÄFTIGUNG in Luxemburg ZU SUCHEN. Es wird ihnen jedoch empfohlen, mit den luxemburgischen Arbeitsämtern entweder unmittelbar oder über die Stellenvermittlungsbüros ihres Landes Fühlung aufzunehmen.

Im Bereich der KRANKENVERSICHERUNG wird ihnen empfohlen, sich mit einer Mitgliedsbescheinigung gemäß Muster E 104 zu versehen, die ihnen bei Anforderung von dem zuständigen Versicherungsträger des Herkunftslandes ausgestellt wird.



A-0

- Algemene inlichtingen over de Gemeenschapsbepalingen inzake «het vrije verkeer van werknemers».



A-1

- Gelijkheid van behandeling met de nationale werknemers inzake:



A-1.00

- het recht om op een openstaande betrekking in te gaan;

Overeenkomstig de bepalingen van Verordening EEG 1612/68 van de Raad betreffende het vrije verkeer van werknemers en rekening houdend met de bepalingen van richtlijn EEG/68/360 van de Raad inzake de opheffing van de beperkingen op de verplaatsing en het verblijf van de werknemers, hebben de onderdanen van de andere lid-staten van de Gemeenschap die het voornemen hebben een betrekking op het grondgebied van het Groothertogdom Luxemburg op te nemen het recht :

- o vrijelijk werk in Luxemburg te zoeken, onder dezelfde voorwaarden als de nationale werknemers;
- o daar een beroepsactiviteit uit te oefenen zonder in het bezit te moeten zijn van een arbeidsvergunning;
- o er zich, eenmaal dat zij er werk gevonden hebben, te vestigen.

De afgifte en verlenging van de verblijfsvergunning door de terzake bevoegde Luxemburgse instanties geschiedt onder de voorwaarden die zijn vermeld in de voornoemde richtlijn van de Raad, met dien verstande dat de eerst vergunning wordt toegekend na overlegging van :

- o Het document op vertoon waarvan de communautaire werknemer het land is binnengekomen
- o een door de werkgever verstrekte verklaring van indienstneming of tewerkstelling.

De verblijfsvergunning, "verblijfskaart voor onderdanen van een lid-staat van de EEG" genoemd, is geldig voor het gehele grondgebied van het Groothertogdom.

Er zij voorts op gewezen dat uit het buitenland afkomstige personen die zich in Luxemburg willen vestigen doorgaans een geneeskundig onderzoek moeten ondergaan.

A-1.10


— het recht op bijstand van de arbeidsbureaus bij het zoeken naar werk;

De onderdanen van een lid-staat die op het grondgebied van het Groothertogdom werk zoeken, ontvangen van de Luxemburgse Rijksdienst en voor arbeidsvoorziening dezelfde bijstand als die welke deze arbeidsbureaus verlenen aan hun eigen werkzoekende onderdanen.

(Artikel 5 van Verordening 1612/68)

A-1.20


— het recht om arbeid in loondienst te verrichten;

De onderdanen van de andere lid-staten worden volledig gelijkgesteld met de nationale werknemers wat betreft alle voorwaarden voor tewerkstelling en arbeid, bezoldiging, ontslag, wederinschakeling in het beroep of wedertewerkstelling.

Zij genieten dezelfde sociale en fiscale voordelen als de nationale werknemers.

Zij kunnen eveneens op dezelfde wijze en op dezelfde voorwaarden als de nationale werknemers het onderwijs op vak-scholen en aan de revalidatie- en herscholingscentra volgen.

(Artikel 7 van Verordening 1612/68)

A-1.30


— het recht tot uitoefening van syndicale rechten en van vertegenwoordiging van het personeel in de onderneming.

De onderdanen van de andere lid-staten genieten gelijkheid van behandeling inzake de toetreding tot vakorganisaties en de uitoefening van de vakbondsrechten, met inbegrip van het stemrecht. Zij kunnen worden uitgesloten van deelneming aan het bestuur van publiekrechtelijke lichamen, alsook van uitoefening van een publiekrechtelijke functie. Zij zijn bovendien verkiesbaar in de vertegenwoordigende organen van de werknemers in de onderneming.

(artikel 8 van Verordening 1612/68)

A-2


— De verlening van de «verblijfskaart aan een onderdaan van een lid-staat der EEG» voor:

A-2.00


— de blijvende werknemers,

De afgifte en verlenging van de verblijfsvergunning geschiedt door de terzake bevoegde Luxemburgse autoriteiten onder de voorwaarden die zijn neergelegd in de richtlijn EEG/68/360 van de Raad betreffende de opheffing van de beperkingen op de verplaatsing en het verblijf van de werknemers, met dien verstan-



de dat de eerste vergunning wordt toegekend onder voorlegging van :

- o het document op vertoon waarvan de uit de Gemeenschap afkomstige werknemer het land is binnengekomen;
- o een door de werkgever verstrekte verklaring van indienstneming of tewerkstelling.

De verblijfvergunning, "verblijfskaart voor onderdanen van een lid-staat van de EEG" genaamd, is geldig voor het gehele grondgebied van het Groothertogdom.

Op te merken valt dat de uit het buitenland afkomstige personen die zich in het Groothertogdom willen vestigen doorgaans een geneeskundig onderzoek moeten ondergaan.

A-2.10.



— de grensarbeiders,

Voor deze categorie gelden geen speciale formaliteiten. De betrokken dienen evenmin in het bezit te zijn van een verblijfsvergunning.

A-2.20



— de seizoenarbeiders.

Voor deze categorie gelden dezelfde formaliteiten als voor de werknemers in vaste dienst. Wanneer echter de verblijfsduur meer dan 3 maanden bedraagt, is het voldoende dat de betrokkene bij binnenkomst in het land de terzake bevoegde lokale instanties van zijn aankomst op de hoogte brengt.

A-3



— Redenen van weigering van de verblijfskaart.

Afgifte van de verblijfskaart kan worden geweigerd om redenen van openbare orde,

- veiligheid of - gezondheid.
- (Artikel 10 van richtlijn 68/360)

A-4



— Recht op huisvesting en op eigendomsverwerving van woning.

De werknemers die onderdaan zijn van een andere lid-staat van de Gemeenschap en die op het Luxemburgse grondgebied zijn tewerkgesteld, genieten alle rechten en voordelen die aan de nationale werknemers inzake huisvesting worden toegekend, met inbegrip van de mogelijkheid, de woongelegenheden die zij nodig hebben in eigendom te verwerven.
(Artikel 9 van Verordening I6I2/68)



A-5



— Mogelijkheid van vestiging met de familie in het land van verblijf.

Met de werknemer die onderdaan is van een andere lid-staat van de Gemeenschap en die op grondgebied van het land is tewerkgesteld mogen zich vestigen, ongeacht hun nationaliteit :

- o de echtgenoot en bloedverwanten in neergaande lijn beneden de leeftijd van 21 jaar of die te hunnen laste zijn,
 - o de bloedverwanten in opgaande lijn van deze werknemer en van zijn echtgenote, die te zijnen laste zijn,
- op voorwaarde evenwel dat de werknemer de beschikking heeft over een woning voor zijn gezin, die in het gebied waar hij werkt voor de nationale werknemers als normaal wordt beschouwd.

De toelating tot het Groothertogdom van de gezinsleden die niet onder de voorgaande bepalingen vallen wordt begunstigd indien het personen betreft die ten laste komen van de werknemer of die, in het land van herkomst, onder zijn dak leefden.
(artikel 18 van Verordening I612/68)

A-6



— Algemene inlichtingen over de Gemeenschapsbepalingen inzake sociale zekerheid voor de werknemers die zich binnen de Gemeenschap verplaatsen.

Overeenkomstig de voorschriften van de Verordening en EEG I408/71 en 574/72 betreffende de toepassing van de sociale zekerheidsregelingen op de werknemers in loondienst en hun gezinnen die zich binnen de Gemeenschap verplaatsen, gelden voor de onderdanen van de andere lid-staten die een betrekking opnemen op het grondgebied van het Groothertogdom de volgende waarborgen :

- o gelijke behandeling op het stuk van de sociale zekerheid met de nationale werknemers;
- o samentelling van de tijdvakken van verzekering en van arbeid, met dien verstande dat de tijdvakken van verzekering of tewerkstelling die werden geëffectueerd op het grondgebied van de Gemeenschap als geheel door de terzake bevoegde instellingen van elk van de lid-staten voor het verkrijgen van aanspraken op uitkeringen, de handhaving van de zich formerende rechten en de berekening van de sociale zekerheidsuitkeringen in aanmerking worden genomen;
- o het recht om pensioenuitkeringen en andere sociale zekerheidsprestaties naar eender welk land van de Gemeenschappelijke Markt over te maken.



A-7



— Praktische raadgevingen.

De uit de andere lid-staten afkomstige onderdanen kunnen zich voor het zoeken van werk vrij in Luxemburg verplaatsen. Wel wordt hen aanbevolen contact op te nemen met de Luxemburgse diensten voor arbeidsvoorziening, hetzij rechtstreeks, hetzij via de nationale arbeidsbureaus.

Wat betreft de ziekte zekering, wordt hen aanbevolen zich te voorzien van een verklaring waaruit blijkt van het type model E I04 dat zij zijn verzekerd; deze verklaring wordt hen op verzoek afgegeven door de bevoegde verzekeringsinstelling in hun land van herkomst.



A-0

— General information on the Community provisions with regard to «freedom of movement of workers».



A-1

— Equality of treatment with national workers as regards:



A-1.00

— the right to fill a vacancy;



According to the provisions of the Rule EEC 1612/68 of the Council on the free movement of workers, and taking into account the provisions of the EEC instructions 68/360 of the Council in connection with the ending of workers restricted travel and residence, citizens of other member States of the Community who wish to take up employment on the territory of Luxemburg have the right :

- . to seek employment freely in Luxemburg, in the conditions as the nationals
- . to work without a work permit, this employment restriction having been lifted for them
- . to settle there after having found employment.

The residence permit is issued and renewed by the competent authorities of Luxemburg according to the conditions covered by the instructions of the above mentioned Council. Permission is first given when the following documents are produced :

- . the identification papers with which the Community worker has entered the country
- . A declaration of engagement or a document proving work from the employer.

The residence permit called "residence permit for citizens of member States of the CEE" is valid for the entire Duchy of Luxemburg.

It is to be noted that people of foreign nationality who wish to settle in Luxemburg usually have to undergo a medical examination.



A-1.10 — the right to benefit from the assistance of employment offices to find employment;



The citizens of the other member States, when seeking employment, receive from the Luxembourg Public Employment, Office the same assistance available to national workers.

(Article 5 of Rule 1612/68)

A-1.20 — the right to follow employment;



The citizens of other member States are entirely assimilated to the national workers with regard to employment and work, termination of employment, professional reintegration and re-employment. They enjoy the same social and fiscal advantages as the national workers. They also have access in the same way and under the same conditions as the national workers to professional schools and centres for rehabilitation and re-education (Article 7 of Rule 1612/68).

A-1.30 — the exercise of trade union rights and of staff representation in the undertaking.



The citizens of other member States enjoy equality of treatment concerning membership of trade unions and union rights, including voting rights. They may be excluded from participation in the running of public legal bodies and from the public functions. However, they may be elected to workers representative bodies. (Article 8 of Rule 1612/68)

A-2 — The issue of the «residence permit for nationals of a Member State of the EEC» for:



A-2.00 — permanent workers;



The residence permit is issued and renewed by the competent Grand Duchy authorities according to conditions set out in instructions EEC 68/60 of the Council concerning suppression of restrictions in the movement and



residence of workers, the first authorization being issued on production of the following documents:

- . the identity documents with which the Community worker first entered the country
- . a declaration of engagement or a certificate of work from the employer.

The residence authorization called "residence permit for a citizen of a member State of the EEC" is valid in the whole of the Duchy of Luxemburg.

It should be noted that a medical examination is usually required from persons of foreign nationality who wish to reside in Luxemburg.

A-2.10 — frontier workers;



No particular formalities are required. It has been decided to withhold the request for a residence permit.

A-2.20 — seasonal workers;



The same as for permanent workers. However if the stay does not exceed 3 months a simple declaration of arrival to the local authority is sufficient.

A-3 — Reasons for refusal of residence permit



The residence permit may only be refused on the grounds of public order, public security or public health. (Article 10 of instruction 68/360)

A-4 — Access to housing and to the ownership of housing



Workers who are citizens of other member States of the Community working in the Grand Duchy of Luxemburg enjoy all rights and privileges available to national workers in terms of accomodation including property rights of the accomodation they need. (Article 9 of Rule 1612/68)



A-5

— Possibility of the worker settling with his family in the host country



Have the right to settle in Luxemburg with the worker citizen of a member State of the Community working in the country, and irrespective of their nationality :

- . the spouse or children of less than 21 years of age, or dependants
- . the parents of the worker or of his wife who are his dependants.
- . on condition however that the worker has accomodation for his family comparable to that considered normal for the national workers of the region where he is employed.

Admission to the Grand Duchy of members of the family who are not included in the preceding provisions is allowed when the member of the family are dependant on the worker or lived with him in the home country (Article 10 of Rule 1612/68)

A-6

— General information on the Community provisions with regard to social security for workers moving within the Community



According to the provisions of EEC rules 1408/71 and 574/72 concerning the application of social security benefits to paid workers and to their families who move within the Community, the citizens of the other member States who take up employment on the territory of the Grand Duchy of Luxemburg benefit from the following guarantees :

- . equality of treatment in matters of social security with the national workers
- . accumulation of the insurance or employment periods so that these periods on all Community territories are taken into account by the competent authorities of each member State for the establishment of the rights to indemnities, the continuation of accruig rights and the calculation of social security payments to any country in the Common Market.

A-7

— Practical advice



Citizens of other member States may travel without hindrance to seek employment in Luxemburg. However it is recommended that they contact the Employment Offices in Luxemburg, either directly or through their



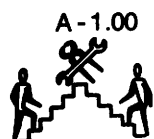
national employment offices. In matters of health insurance it is recommended that they obtain a certificate of membership on form E 104 which is issued on request by the competent insurance agency in the home country.



- Almindelige oplysninger om fællesmarkedsbestemmelser angående «arbejdskraftens fri bevægelighed».



- Ligebehandling med indenlandske lømodtagere angående:



- ret til en ledig beskæftigelse;

I overensstemmelse med forskrifterne i Rådets forordning EØF 1612/68 om arbejdskraftens frie bevægelighed og under hensyntagen til bestemmelserne i Rådets direktiv EØF/68/360 om afskaffelse af restriktioner med hensyn til rejse og ophold for arbejdstagere har de statsborgere i andre af Fællesskabets medlemsstater, som har til hensigt at søge beskæftigelse på Storhertugdømmet Luxembourg's område, ret til:

- o frit at søge beskæftigelse i Luxembourg på samme betingelser som de indenlandske arbejdstagere;
- o at arbejde dér uden arbejdstilladelse, da denne beskæftigelsesrestriktion er blevet afskaffet til fordel for dem;
- o at tage ophold dér efter at have fundet arbejde.

Opholdsbeviset udstedes og fornys af de kompetente luxembourg-ske myndigheder på de betingelser, der er fastsat i Rådets ovennævnte direktiv, idet det første bevis udstedes efter forrevisning af:

- o det identitetskort, med hvilket fællesskabsarbejdstageren er indrejst i landet;
- o en erklæring om ansættelse eller en arbejdsattest fra arbejdsgiveren.



Opholdsbeviset, der benævnes "carte de séjour de ressortissant d'un Etat membre de la C.E.E.", gælder overalt i Storhertugdømmet.

Det må bemærkes, at de personer med fremmed statsborgerskab, som ønsker at etablere sig i Storhertugdømmet, i almindelighed må underkaste sig en lægeundersøgelse.

A-1.10



— retten til at få bistand fra arbejdsformidlingskontorerne til at søge en beskæftigelse;

Statsborgere i andre medlemsstater, som søger beskæftigelse, skal have samme bistand fra de luxembourgske offentlige arbejdsformidlingskontorer som indenlandske arbejdstagere. (artikel 5 i forordning 1612/68).

A-1.20



— retten til at udøve en beskæftigelse;

Statsborgere i andre medlemsstater ligestilles fuldt ud med indenlandske arbejdstagere med hensyn til beskæftigelse og arbejde, aflønning, afskedigelse, genoptagelse af beskæftigelse i faget og genansættelse.

De nyder samme sociale og skattemæssige fordele som indenlandske arbejdstagere.

De har også samme ret til på samme vilkår som indenlandske arbejdstagere at deltage i uddannelsen i faglige uddannelsesinstitutioner og omskolings- eller revalideringscentre.

(artikel 7 i forordning 1612/68).

A-1.30



— udøvelse af fagforeningsrettigheder og retten til personalerepræsentation i virksomheden.

Statsborgere i andre medlemsstater har ret til ligestilling med hensyn til medlemskab af fagforeninger og udøvelse af fagforeningsrettigheder, herunder valgret. De kan udelukkes fra deltagelse i administrationen af offentligretlige organer og fra udøvelse af et offentligretligt hverv. Derimod er de valgbare



til organer, der repræsenterer arbejdstagerne i virksomhederne.
(artikel 8 i forordning 1612/68).

A-2



— Udstedelse af «opholdstilladelse for statsborgere i et EF medlemsland»:

A-2.00



— permanente arbejdere;

Opholdsbeviset udstedes og fornys af de kompetente luxembourg-
ske myndigheder på de betingelser, der er fastsat i Rådets di-
rektiv EØF 68/360 om afskaffelse af restriktioner med hensyn
til rejse og ophold for arbejdstagere, idet det første bevis
udstedes efter forevisning af:

o det identitetskort med hvilket arbejdstageren er indrejst i
landet;

o en erklæring om ansættelse eller en arbejdsattest fra ar-
bejdsgiveren.

Opholdsbeviset, der benævnes "carte de séjour de ressortissant
d'un Etat membre de la C.E.E.", gælder overalt i Storhertug-
dømmet.

Det må bemærkes, at de personer med fremmed statsborgerskab,
som ønsker at etablere sig i Storhertugdømmet, i almindelig-
hed må underkaste sig en lægeundersøgelse.

A-2.10



— grænsearbejdere;

Der er ikke fastsat nogen særlige formaliteter. Der skal ikke
indgives en ansøgning om opholdsbevis.



A-2.20



— sæsonarbejdere;

Samme formaliteter som for den permanente arbejdstager. Dog kræves der, når opholdet ikke varer ud over tre måneder, blot en indrejseerklæring til den kompetente lokale myndighed.

A-3



— Grunde til nægtelse af opholdstilladelse

Opholdsbevis kan kun nægtes, hvis det er begrundet i hensyn til den offentlige orden, sikkerhed og sundhed.

(artikel 10 i direktiv 68/360).

A-4



— Adgang til bolig og til at eje en bolig

Arbejdstagere, der er statsborgere i andre medlemsstater i Fællesskabet, og som er beskæftigede i Luxembourg, har samme rettigheder og fordele som indenlandske arbejdstagere med hensyn til bolig, herunder til erhvervelse af ejendomsret til den fornødne bolig.

(artikel 9 i forordning 1612/68).

A-5



— Mulighed for at bosætte sig med familie i modtagerlandet

Følgende personer har uanset nationalitet ret til at tage ophold i Luxembourg hos en arbejdstager, der er statsborger i en af Fællesskabets medlemsstater, og som er beskæftiget i dette land:

o hans ægtefælle og deres efterkommere i lige linje, der er under 21 år eller forsørges af ham,

o arbejdstagerens og hans ægtefælles slægtninge i opstigende linje, når disse forsørges af ham,

dog på betingelse af, at arbejdstageren for sin familie råder over en bolig, der svarer til de krav, der anses for normale for indenlandske arbejdstagere i det område, hvor han er be-



skæftiget.

Adgang til Storhertugdømmet for de familiemedlemmer, der ikke falder ind under ovennævnte bestemmelser, gøres lettere, når det drejer sig om personer, der forsørges af arbejdstageren, eller som i hjemlandet var optaget i arbejdstagerens husstand. (artikel 10 i forordning 1612/68).

A-6



— Almindelige informationer om fællesmarkedsbestemmelserne vedrørende social sikkerhed for lønmodtagere, der flytter inden for Fællesskabet

I overensstemmelse med forskrifterne i forordning EØF 1408/71 og 574/72 om anvendelse af de sociale sikringsordninger på arbejdstagere og deres familiemedlemmer, der flytter inden for Fællesskabet, har de statsborgere i andre medlemsstater, der søger beskæftigelse i Storhertugdømmet, følgende garantier:

- o ligestilling, hvad angår social tryghed, med indenlandske arbejdstagere;
- o sammenlægning af alle forsikrings- eller beskæftigelsesperioder, således at de forsikrings- eller beskæftigelsesperioder, der er tilbagelagt på hele Fællesskabets område, medregnes af de kompetente institutioner i hver enkelt medlemsstat ved erhvervelsen af ret til ydelser, ved bevarelse af rettigheder, der er ved at erhverves, og ved beregningen af sociale sikringsydelser;
- o retten til at overføre pensioner og andre sociale sikringsydelser til et hvilket som helst land i Fællesskabet.

A-7



— Praktiske råd

Statsborgere i andre medlemsstater kan rejse frit rundt for at søge en beskæftigelse i Luxembourg. Det anbefales dem dog at sætte sig i forbindelse med de luxembourgske arbejdsformidlings-



kontorer enten direkte eller gennem arbejdsformidlingskontorerne i hjemlandet.

Vedrørende sygesikring anbefales det dem at fremskaffe en optagelsesattest i overensstemmelse med formular E 104, som efter anmodning udstedes til dem af den kompetente offentlige sygesikring i hjemlandet.

**Direction générale des Affaires sociales
Bureau européen de Coordination**

**Direzione generale degli Affari sociali
Ufficio europeo di Coordinamento**

**Generaldirektion Soziale Angelegenheiten
Europäisches Koordinierungsbüro**

**Directoraat-Generaal Sociale Zaken
Europees Coördinatiebureau**

**Directorate General for Social Affairs
European Coordination Office**

**Direktoratet for Sociale Anliggender
Det europæiske koordineringsbureau**



- INFORMATIONS GÉNÉRALES SUR LE PAYS
- INFORMAZIONI GENERALI SUL PAESE
- ALLGEMEINE INFORMATIONEN ÜBER DAS LAND
- ALGEMENE INLICHTINGEN OVER HET LAND
- GENERAL INFORMATION ON THE COUNTRY
- ALMINDELIGE OPLYSNINGER OM LANDET



- Informations mises à jour le:*
- Informazioni aggiornate al:*
- Informationen auf den neuesten Stand gebracht am:*
- Inlichtingen op de nieuwste stand gebracht op:*
- Information brought up to date on:*
- Oplysninger ført à jour den:*





B-0

Situation géographique

LE GRAND - DUCHÉ DE LUXEMBOURG EST UN ÉTAT INDÉPENDANT DE L'EUROPE OCCIDENTALE, SITUÉ ENTRE 50°10'58" ET 59°26'52" DE LATITUDE SEPTENTRIONALE ET ENTRE 6°31'53" ET 5°44'10" DE LONGITUDE ORIENTALE MÉRIDIEN DE GREENWICH, C.À.D ENTRE LA BELGIQUE, LA FRANCE ET LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE.

B-1

Superficie

LA SUPERFICIE DU GRAND - DUCHÉ DE LUXEMBOURG EST DE 2.586 KM²

B-2

Climat

PAR SA SITUATION GÉOGRAPHIQUE, LE LUXEMBOURG APPARTIENT À LA ZONE TEMPÉRÉE DU NORD DE L'EUROPE. SON CLIMAT, CONTINENTAL IL Y A PLUSIEURS DÉCADES, TEND DE PLUS EN PLUS À DEVENIR MARITIMES. LES TEMPÉRATURES ANNUELLES MOYENNES VARIENT ENTRE 8,16° ET 9,96° CENTIGRADES, AVEC MINIMA DE 12,19° À 15,09° ET DES MAXIMA DE 29,99° À 31,24° SUIVANT LES RÉGIONS.

B-3

Population

LE LUXEMBOURG COMPTE 345.000 HABITANTS, DONT 70.000 RESSORTISSANTS ÉTRANGERS. LE NOMBRE DES TRAVAILLEURS SALARIÉS S'ÉLÈVE À 120.000 UNITÉS, FONCTION PUBLIQUE COMPRISE, DONT 40.000 TRAVAILLEURS ÉTRANGERS. LA POPULATION ACTIVE SE RÉPARTIT COMME SUIT : 15.000 PERSONNES POUR L'AGRICULTURE, 69.900 PERSONNES POUR LE SECTEUR INDUSTRIEL ET 62.000 PERSONNES POUR LE SECTEUR TERTIAIRE.

B-3.0

dont: population étrangère





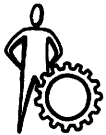
B-3.1 travailleurs salariés occupés



B-3.10 dont: **agriculture**



B-3.11 dont: **industrie**



B-3.12 dont: **services**



B-3.20 **travailleurs étrangers occupés**



B-3.21 dont: **travailleurs communautaires**



B-4 **Capitale**



LA VILLE DE LUXEMBOURG EST LA CAPITALE DU GRAND-DUCHÉ ET LE SIÈGE DU GOUVERNEMENT.

B-5 **Langue**



LES LUXEMBOURGEOIS S'EXPRIMENT GÉNÉRALEMENT DANS LEUR LANGUE MATERNELLE, LE LUXEMBOURGEOIS. TOUTEFOIS ILS PARLENT POUR AINSI DIRE TOUS LE FRANÇAIS ET L'ALLEMAND. LA LANGUE OFFICIELLE DU PAYS EST LE FRANÇAIS.



B-6

Régime politique

L'ÉTAT LUXEMBOURGEOIS EST UNE DÉMOCRATIE REPRÉSENTATIVE, SOUS LA FORME D'UNE MONARCHIE CONSTITUTIONNELLE. EN VERTU DES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 32 DE LA CONSTITUTION LUXEMBOURGEOISE, "LA PUISSANCE SOUVERAINE RÉSIDE DANS LA NATION". LE GRAND-DUC EST LE CHEF DE L'ÉTAT; IL FORME AVEC LE GOUVERNEMENT L'ORGANE CONSTITUTIONNEL DU POUVOIR EXÉCUTIF. LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS REPRÉSENTE LA NATION. ELLE PARTAGE AVEC LE GRAND-DUC L'EXERCICE DU POUVOIR LÉGISLATIF. LES DÉPUTÉS SONT ÉLUS AU SUFFRAGE UNIVERSEL, AU SCRUTIN DE LISTE ET SUIVANT LES RÈGLES DE LA REPRÉSENTATION PROPORTIONNELLE. L'EXERCICE DU POUVOIR JUDICIAIRE APPARTIENT AUX COURS ET TRIBUNAUX. NI LE POUVOIR LÉGISLATIF, NI LE POUVOIR EXÉCUTIF N'ONT UN MOYEN D'ACTION QUELCONQUE À L'ÉGARD DU POUVOIR JUDICIAIRE.

B-7

Economie

DANS LA VIE ÉCONOMIQUE DU PAYS, LA PRÉDOMINANCE DE LA SIDÉRURGIE RESTE MARQUANTE, MALGRÉ UNE DIVERSIFICATION INDUSTRIELLE DONT L'ÉVOLUTION SE FAIT FORTEMENT RESSENTIR.

B-8

Enseignement

L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE EST OBLIGATOIRE ET GRATUITE; L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE, L'ENSEIGNEMENT MOYEN ET L'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL ET TECHNIQUE SONT GÉNÉRALEMENT GRATUITS; À PROPREMENT PARLER, DES ÉCOLES DE NIVEAU UNIVERSITAIRE N'ONT PAS ENCORE ÉTÉ INSTITUÉES AU GRAND-DUCHÉ. IL EXISTE, À CÔTÉ DES ÉCOLES COMMUNALES ET DES ÉCOLES DE L'ÉTAT, DES ÉCOLES PRIVÉES, PLACÉES SOUS LA SURVEILLANCE DE L'ÉTAT. UNE ÉCOLE EUROPÉENNE FONCTIONNE À LUXEMBOURG VILLE; DES CLASSES D'ACCUEIL POUR ENFANTS DE NATIONALITÉ ÉTRANGÈRE ONT ÉTÉ INSTALLÉES DANS PLUSIEURS LOCALITÉS DU PAYS. L'OBLIGATION SCOLAIRE S'ÉTEND SUR NEUF ANNÉES D'ÉTUDES, À PARTIR DE L'ÂGE DE SIX ANS. LA FORMATION PROFESSIONNELLE EST DISPENSÉE, SOIT DANS LES ÉCOLES PROFESSIONNELLES À PLEIN TEMPS, SOIT, SOUS CONTRAT D'APPRENTISSAGE D'UNE DURÉE DE TROIS À QUATRE ANS, DANS LES ENTREPRISES ET ATELIERS, MOYENNANT PARTICIPATION DE L'APPRENTI À DES COURS DE FORMATION THÉORIQUE À TEMPS RÉDUIT DISPENSÉS PAR LES ÉCOLES PROFESSIONNELLES.

B-8.0

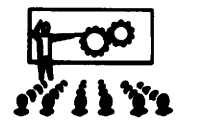
Organisation scolaire



B-8.1

Obligation scolaire

B-8.2

Organisation de la formation professionnelle

B-9

La politique sociale et les partenaires sociaux (bref aperçu)

LES TRAVAILLEURS ÉTRANGERS JOUISSENT DES MÊMES CONDITIONS DE TRAVAIL ET DE RÉMUNÉRATION QUE LES TRAVAILLEURS NATIONAUX. ILS SONT LIBRES DE S'AFFILIER OU NON AUX SYNDICATS OUVRIERS DE LEUR CHOIX. LES CONDITIONS DE TRAVAIL ET DE RÉMUNÉRATION SONT RÉGIES EN GRANDE PARTIE PAR DES CONVENTIONS COLLECTIVES CONCLUES ENTRE LES ORGANISATIONS SYNDICALES LES PLUS REPRÉSENTATIVES D'EMPLOYEURS ET DE TRAVAILLEURS. TOUTEFOIS, LA LOI NATIONALE COUVRE ÉGALEMENT L'ENSEMBLE DES PROBLÈMES QUI SE POSENT DANS CE DOMAINE. C'EST AINSI QU'ELLE PRESCRIT PLUS PARTICULIÈREMENT UN SALAIRE SOCIAL MINIMUM, QU'ELLE DÉTERMINE LA DURÉE DU TRAVAIL ET LE DROIT AU CONGÉ, ET QU'ELLE RÉGLEMENTE LE CONTRAT DE LOUAGE DE SERVICES ET LA PROTECTION DES JEUNES TRAVAILLEURS. DANS LE DOMAINE DE L'ÉGALITÉ DE RÉMUNÉRATION ENTRE TRAVAILLEURS MASCULINS ET FÉMININS LE LUXEMBOURG A ADOPTÉ LA CONVENTION INTERNATIONALE DU TRAVAIL N° 100. LES ORGANISMES DE SÉCURITÉ SOCIALE, PLACÉS SOUS LA SURVEILLANCE DE L'ÉTAT, SONT GÉNÉRALEMENT GÉRÉS PAR DES COMITÉS COMPRENANT DES REPRÉSENTANTS DES EMPLOYEURS ET DES TRAVAILLEURS. DANS D'AUTRES DOMAINES ENCORE DE LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE, DES COMMISSIONS DE CONSULTATION, DE DÉCISION OU D'APPEL, COMPRENNENT DES DÉLÉGUÉS DES PARTENAIRES SOCIAUX. ENFIN, TOUTES LES ENTREPRISES OCCUPANT RÉGULIÈREMENT 15 OUVRIERS AU MOINS, DE MÊME QUE TOUTES LES ENTREPRISES OCCUPANT RÉGULIÈREMENT 12 EMPLOYÉS AU MOINS, SONT TENUES D'INSTITUER DES DÉLÉGATIONS OUVRIÈRES OU D'EMPLOYÉS, DONT LES FONCTIONS ET ATTRIBUTIONS SONT DÉTERMINÉES PAR LA LOI.

B-9.1

Organismes d'information et d'accueil

ADRESSES UTILES:

A) EN CE QUI CONCERNE L'EMPLOI DES TRAVAILLEURS :

OFFICE NATIONAL DU TRAVAIL - SERVICE CENTRAL DE LA MAIN D'OEUVRE
34, AVENUE DE LA PORTE NEUVE, LUXEMBOURG.
TÉLÉPHONE : LUXEMBOURG 267-93;



B) EN CE QUI CONCERNE L'ACCUEIL DES FAMILLES:

SERVICE SOCIAL POUR LES IMMIGRANTS - CENTRE D'ACCUEIL
42, RUE GLESENER, LUXEMBOURG
TÉLÉPHONE LUXEMBOURG 460-590



B-0

Situazione geografica

Il Granducato di Lussemburgo è uno Stato indipendente dell'Europa occidentale, situato fra i $50^{\circ}10'58''$ e i $59^{\circ}26'52''$ di latitudine settentrionale fra i $6^{\circ}31'53''$ e i $5^{\circ}44'10''$ di longitudine orientale, meridiano di Greenwich. Confine con il Belgio, la Francia e la R.F. di Germania.

B-1

Superficie

La superficie del Granducato di Lussemburgo è di 2.586 km².

B-2

Clima

Per la sua situazione geografica, il Lussemburgo appartiene alla zona temperata dell'Europa settentrionale. Il suo clima, continentale fino a decenni orsono tende a divenire sempre più marittimo.

Le temperature medie annue variano fra gli $8,16^{\circ}$ e $9,96^{\circ}$ centigradi con una temperatura minima variante fra i $12,19^{\circ}$ ed i $15,09^{\circ}$ e una temperatura massima compresa fra i $29,99^{\circ}$ ed i $31,24^{\circ}$, secondo le regioni.

B-3

Popolazione

Il Lussemburgo conta 245.000 abitanti di cui 70.000 stranieri.

Il numero dei lavoratori subordinati è di 120.000 unità, compreso il settore pubblico, di cui 40.000 lavoratori stranieri.



B-3.0

di cui: popolazione straniera



B-3.1

lavoratori dipendenti occupati



La popolazione attiva si suddivide come segue

B-3.10

di cui: agricoltura



15.000

B-3.11

di cui: industria



69.900

B-3.12

di cui: servizi



62.000

B-3.20

lavoratori stranieri occupati



B-3.21

di cui: lavoratori Comunitari



B-4

Capitale



La città di Lussemburgo è la capitale del Granducato e sede del governo



B-5

Lingua

I lussemburghesi si esprimono generalmente nella loro lingua madre, il lussemburghese. Tuttavia, quasi tutti parlano il francese e il tedesco. La lingua ufficiale del paese è il francese.

B-6

Regime politico

Lo Stato lussemburghese è una democrazia rappresentativa, sotto forma di una monarchia costituzionale. In virtù delle disposizioni dell' articolo 32 della costituzione lussemburghese, il potere sovrano risiede nella Nazione.

Il Granduca è Capo dello Stato, egli costituisce con il Governo, l'organo costituzionale del potere esecutivo.

La Camera dei deputati rappresenta la Nazione. Ad essa spetta con il Granduca l'esercizio del potere legislativo. I deputati vengono eletti a suffragio universale, a scrutinio di lista e secondo il principio della rappresentanza proporzionale.

L'esercizio del potere giudiziario spetta alle Corti e ai tribunali. Ne il potere legislativo ne il potere esecutivo hanno alcun mezzo d'azione nei confronti del potere giudiziario.

B-7

Economia

Nella vita economica del paese, predomina la siderurgia, nonostante una diversificazione industriale in esso di accentuata l'evoluzione.

B-8

Istruzione

L'istruzione elementare è obbligatoria e gratuita, l'istruzione secondaria, l'istruzione media e quello professionale e tecnica sono generalmente gratuite; scuole e livello universitario non sono ancora state istituite nel Granducato.

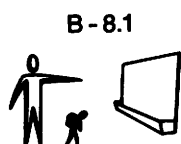
Oltre alle scuole comunali e a quelle statali, esistono scuole private, controllate dallo Stato. Una scuola Europea funziona a Lussemburgo-città; classi per bambini stranieri sono state istituite in numerose località del paese.



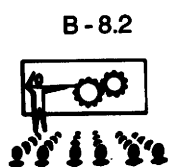
L'obbligo scolastico comprende nove anni di studio, dall'età di sei anni. Alla formazione professionale si provvede sia nelle scuole professionali a tempo pieno sia con contratto di tirocinio per una durata di 3 a 4 anni nelle imprese e laboratori con partecipazione dei tirocinanti a corsi di formazione teorica, a tempo ridotto, tenuti in scuole professionali.



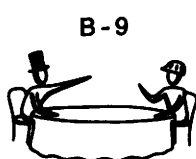
B-8.0 Assetto scolastico



B-8.1 Obbligo scolastico



B-8.2 Assetto della formazione



B-9 La politica sociale e le parti sociali (breve resoconto)

Il lavoratori stranieri podono delle stesse condizioni di lavoro e di retribuzione dei lavoratori nazionali. Essi sono liberi di iscriversi o no ai sindacati operai di loro scelta. Le condizioni di lavoro e di retribuzione sono determinate essenzialmente da contratti collettivi stipulati fra le organizzazioni sindacali più rappresentative di datori di lavoro e di lavoratori.

Tuttavia, la legge nazionale disciplina pure tutti i problemi che si pongono in tale campo. Essa prescrive più particolarmente un salario sociale minimo; determina la durata del lavoro et il diritto al congedo, disciplina il contratto di locazione d'opera e la tutela dei giovani lavoratori. Nel campo della parità di retribuzione tra gli uomini e le donne, il Lussemburgo ha adottato la Convenzione internazionale del lavoro N. 100. Gli enti di sicurezza sociale, posti sotto la sorveglianza dello Stato, sono generalmente



gestiti da Comitati costituito da rappresentanti dei datori di lavoro e dei lavoratori.

Anche in altri settori della vita economica e sociale, commissioni di consulenza di decisione o d'appello, comprendono delegati delle parti sociali.

Infine, tutte le imprese che occupano regolarmente almeno 15 operai, nonché tutte le imprese che occupano regolarmente almeno 12 impiegati, devono costituire delle delegazioni di operai o di impiegati, la cui funzione e le cui attribuzioni sono stabilite dalla legge.

B-9.1

Enti assistenziali



Indirizzi utili :

a) Per quanto riguarda l'occupazione dei lavoratori

Office national du Travail,
Service central de la Main-d'oeuvre,
34, avenue de la Porte-Neuve, Luxembourg.
Téléphone : Luxembourg 267-93;

b) per quanto riguarda l'accoglienza delle famiglie :

Service social pour les Immigrants,
Centre d'accueil,
42, rue Glesener, Luxembourg.
Téléphone : Luxembourg 480-590.



B-0

Lage

Das Grossherzogtum Luxemburg ist ein unabhängiger Staat Westeuropas, der zwischen dem 50°10'58" und dem 59°26'52" nördlicher Breite und zwischen dem 6°31'53" und dem 5°44'10" östlicher Länge vom Meridian von Greenwich, d.h. zwischen Belgien, Frankreich und der Bundesrepublik Deutschland gelegen ist.



B-1

Fläche

Das Grossherzogtum Luxemburg nimmt Fläche von 2.586 km² ein.



B-2

Klima

Wegen seiner geographischen Lage gehört Luxemburg zu der gemässigten Zone Nordeuropas. Sein Klima, das seit mehreren Jahrzehnten kontinental ist, wird der Tendenz nach immer stärker maritim.

Die Jährlichen Durchschnittstemperaturen bewegen sich zwischen 8,16° und 9,96° C mit den Mindesttemperaturen -12,19° bis -15,09° C und den Höchsttemperaturen 29,99° bis 31,24° je nach Region.



B-3

Bevölkerung

Luxemburg zählt 345.000 Einwohner, von denen 70.000 ausländische Staatsangehörige sind.

Die Zahl der Arbeitnehmer beläuft sich auf 120.000 Personen einschliesslich Arbeitnehmer im öffentlichen Dienst, davon 40.000 ausländische Arbeitnehmer.

Die Erwerbsbevölkerung gliedert sich wie folgt auf: 15.000 Personen in der Landwirtschaft, 69.900 Personen im tertiären Sektor.

B-3.0

davon:

Ausländer



B-3.1

Arbeitskräfte im Lohn- und Gehalts verhältnis



B-3.10

davon: Landwirtschaft



B-3.11

davon: Industrie



B-3.12

davon: Dienstleistungsbereich



B-3.20

beschäftigte Ausländer



B-3.21

davon: Gemeinschaftsangehörige



B-4

Hauptstadt



Die Stadt Luxemburg ist die Hauptstadt des Grossherzogtums und der Sitz der Regierung.

B-5

Sprache



Die Luxemburger bedienen sich im allgemeinen ihrer Muttersprache, des luxemburgischen Dialekts. Sie sprechen jedoch praktisch ausnahmslos Französisch und Deutsch. Amtssprache des Landes ist Französisch.

B-6

Staat und Regierungsform


Der luxemburgische Staat ist eine repräsentative Demokratie in der Form einer konstitutionellen Monarchie. Auf Grund von Artikel 32 der luxemburgischen Verfassung "geht die souveräne Macht vom Volke aus".

Der Grossherzog ist Staatsherr; er bildet mit der Regierung das konstitutionelle Element der Exekutivmacht.

Die Abgeordnetenkammer vertritt die Nation. Sie teilt mit dem Grossherzog die Ausübung der gesetzgeberischen Macht. Die Abgeordneten werden in allgemeiner Wahl, mit Listenwahl und nach den Regeln der Verhältnisvertretung (mit Verhältniswahl) gewählt.

Die Ausübung der gerichtlichen Befugnisse obliegt den Gerichten und Tribunalen. Weder die Legislative noch die Exekutive haben auf die Gerichtsbarkeit irgendeine Einflussmöglichkeit.

B-7

Wirtschaft


Im Wirtschaftsleben des Landes überwiegt weiterhin die Eisen- und Stahlindustrie ungeachtet einer industriellen Diversifizierung, deren Entwicklung sehr augenfällig ist.

B-8

Unterricht


Der Volksschulunterricht ist Pflicht und unentgeltlich; der Sekundarunterricht, der Mittel- und Berufsschul- und technische Unterricht sind allgemeinen unentgeltlich; Schulen mit Universitätsniveau gibt es im Grossherzogtum noch nicht.

Neben den kommunalen und den staatlichen Schulen bestehen Privatschulen unter staatlicher Aufsicht. In der Stadt Luxemburg gibt es eine Europa-Schule; in mehreren Orten des Landes hat man Betreuungsklassen (Einführungs-) für Kinder ausländischer Staatsangehörigkeit eingerichtet.

Die Schulpflicht erstreckt sich auf neun Jahre Schulbesuch vom sechsten Lebensjahr an.

Die Berufsausbildung erfolgt entweder in den ganztägigen Berufsschulen oder mit drei- oder vierjährigem

Lehrvertrag in den Unternehmen und Werkstätten in der Weise, dass der Lehrling an nicht ganztägigen theoretischen Ausbildungslehrgängen der Berufsschulen teilnimmt.

B - 8.0

Schulwesen



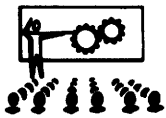
B - 8.1

Schulpflicht



B - 8.2

Berufsausbildung



B - 9

Die Sozialpolitik und die Sozial partner (kurze Übersicht)



Für die ausländischen Arbeitnehmer gelten die gleichen Arbeits- und Entlohnungsbedingungen wie für die inländischen Arbeitnehmer. Es steht ihnen frei, Mitglied einer Gewerkschaft ihrer Wahl zu werden. Die Arbeits- und Entlohnungsbedingungen sind weitgehend in Tarifverträgen geregelt, die zwischen den repräsentativsten Arbeitgeberverbänden und Gewerkschaften abgeschlossen sind.

Doch erstreckt sich das nationale Gesetz auch auf sämtliche Probleme, die in diesem Bereich auftreten. So schreibt es insbesondere einen sozialen Mindestlohn vor, legt die Arbeitszeit und den Urlaubsanspruch fest und regelt den Arbeitsvertrag und den Schutz jugendlicher Arbeitnehmer. Im Bereich der gleichen Entlohnung von Männern und Frauen hat Luxemburg das Internationale Arbeitsabkommen Nr. 100 akzeptiert.

Die Organe der sozialen Sicherheit stehen unter der Oberaufsicht des Staates und werden im allgemeinen von Ausschüssen verwaltet, die sich aus Vertretern der Arbeitgeber und Arbeitnehmer zusammensetzen. Auch in anderen Bereichen des Wirtschafts- und Soziallebens finden sich in Beratungs- Beschluss-



fassungs- oder Berufungskommissionen Vertreter der Sozialpartner.

Schliesslich sind alle Unternehmen mit einer Belegschaft von in der Regel mindestens 15 Arbeitern sowie solche mit in der Regel mindestens 12 Angestellten verpflichtet, Arbeiteroder Angestelltenabteilungen zu bilden, deren Aufgaben und Befugnisse gesetzlich festgelegt sind.

B-9.1

Träger der Betreuung



Nützliche Anschriften :

a) in bezug auf die Beschäftigung der Arbeitnehmer:
Office national du travail-service central de la main d'oeuvre 34, avenue de la Porte Neuve Luxembourg. Telephone : Luxembourg 267-93;

b) in bezug auf die Betreuung der Familien:
Service social pour les immigrants - centre d'accueil 42, rue Glesener, Luxembourg
Telephone Luxembourg 480-590



B-0

Aardrijkskundige situatie



HET GROOTHERTOGDOM IS EEN ONAFHANKELIJKE WEST-EUROPESE STAAT GELEGEN TUSSEN 50°10'50" EN 50°24'52" ZUIDERDREEDTE EN TUSSEN 6°31'50" EN 6°44'10" OOSTERLENGTE, GREENWICH MERIDIAAN, ANDERS GEZEED TUSSEN BELGIË, FRANKRIJK EN DE BONDSREPUBLICK DUITSLAND.

B-1

Oppervlakte



HET GRONDCEBIED VAN HET GROOTHERTOGDOM LUXEMBURG BESLAAT 2.506 VIERKANTE KILOMETER.

B-2

Klimaat



OP GROND VAN ZIJN GEOGRAFISCHE LIGGING, BEHOORT LUXEMBURG TOT DE GEMATIGDE ZONE VAN NOORD-EUROPA. ZIJN KLIMAAT, DAT REEDS DECENNIA LANG EEN CONTINENTAAL KARAKTER DRAAGT, VERTOONT GELEIDELIJK AAN MEER MARITIEME TREKKEN. DE GEMIDDELDE JAARTEMPERATUREN SCHOMMELEN TUSSEN 8,16° EN 9,96° CENTIGRADEN, MET MINIMA VAN - 12,19° TOT - 15°,09° EN MAXIMA VAN 29,99° TOT 31,24°, ALNAARGELANG DE REGIO'S.

B-3

Bevolking



LUXEMBURG TELT 345.000 INWONERS.

B-3.0

waarvan: **buitenlandse bevolking**



70.000 BUITENLANDERS.

B-3.1

werknemers (werklozen uitgezonderd)



HET AANTAL WERKNEMERS IN LOONDIENST BELOOPT 140.000, OVERHEIDS-PERSONEEL DAARIN BEGREPEN,



B-3.10



van wie: **landbouw**

: 15.000

B-3.11



van wie: **industrie**

: 69.900

B-3.12



van wie: **dienstensector**

: 62.000

B-3.20



buitenlandse werknemers (werklozen uitgezonderd)

40.000 BUITENLANDERS

B-3.21



van wie: **uit de Gemeenschap**

B-4



Hoofdstad

DE STAD LUXEMBURG IS DE HOOFSTAD VAN HET GROOTHERTOGDOM EN DE ZETEL VAN DE REGERING.

B-5



Taal

DE LUXEMBURGERS DRUKKEN ZICH DOORGAANS IN HUN MOEDERTAAL, HET LUXEMBURGS, UIT. JAAR NAAST SPREKEN ZIJ NIEMOEG OOK ALLEN FRANS EN DUTS. DE OFFICIËLE TAAL VAN HET LAND IS HET FRANS.

B-6

Staat en regering


LUXEMBURG IS EEN DEMOCRATISCHE STAAT MET AAN HET HOOFD EEN CONSTITUTIONEEL MONARCH. KRACHTENS DE BEPALINGEN VAN ART. 32 VAN DE LUXEMBURGSE GRONDWET, "BERUST HET OPPERSTE GEZAG BIJ DE NATIE. AAN HET HOOFD VAN DE LUXEMBURGSE STAAT DE GROOTHERTOG; HIJ VORMT MET DE REGERING HET CONSTITUTIONELE ORGAAN VAN DE UITVOERENDE MACHT. HET VERTEGENWOORDIGINGSORGAAN AAN DE NATIE IS DE KAMER VAN AFGEVAARDIGDEN. ZIJ OEFENT SAMEN MET DE GROOTHERTOG DE WETGEVENDE MACHT UIT. DE AFGEVAARDIGDEN WORDEN GEKOZEN BIJ ALGEMEEN KIESRECHT, OP GROND VAN HET LIJSTENSTELSEL EN OVEREENKOMSTIG DE REGELS BETREFFENDE DE EVENREDIGE VERTEGENWOORDIGING. DE UITOEFENING VAN DE RECHTERLIJKE MACHT BERUST BIJ DE HOVEN EN GERECHTSHOVEN. DE RECHTERLIJKE MACHT IS TEN OPZICHTE VAN ZOWEL DE WETGEVENDE ALS DE UITVOERENDE MACHT AUTONOOM.

B-7

Economie


IN DE ECONOMIE VAN HET LAND BLIJFT DE IJZER EN STAALINDUSTRIE EEN EERSTERANGSPPOSITIE INNEMEN, NIETTEGENSTAANDE HET FEIT DAT ER EEN STEEDS GROTERE INDUSTRIËLE DIVERSIFICATIE VALT WAAR TE NEMEN.

B-8

Onderwijs


HET LAGER ONDERWIJS IS KOSTELOOS EN TEN AANZIEN VAN DIT ONDERWIJS GELDT DE LEERPLICHT; HET MIDDELBAAR ONDERWIJS EN HET VAK EN TECHNISCH ONDERWIJS ZIJN DOORGAANS KOSTELOOS; ONDERWIJSINSTELLINGEN OP UNIVERSITAIR NIVEAU ZIJN IN HET GROOTHERTOGDOM EIGENLIJK NOG NIET OPGERICHT. NAAST GEMEENTESCHOLEN EN RIJKSSCHOLEN, KENT MEN IN HET GROOTHERTOGDOM PARTICULIERE SCHOLEN, DIE ONDER TOEZICHT STAAN VAN DE RIKSOVERHEID. IN DE STAD LUXEMBURG IS EEN EUROPESE SCHOOL GEVESTIGD; VERDER KENT MEN IN DIVERSE GEMEENTEN VAN HET LAND ONTVANGSTKLASSEN VOOR KINDEREN VAN SUIJENLANDSE NATIONALITEIT. DE LEERPLICHT OMVAT NEGEN LEERJAREN, TE BEGINNEN VANAF DE LEFTIJD VAN ZES JAAR. VAKONDERWIJS KAN WORDEN GEVOLGD, HETZIJ IN VAKSCHOLEN OP DAG BASIS, HETZIJ, OP GROND VAN HET LEERLINGENCONTRACT VOOR EEN DUUR VAN DRIE TOT 4 JAAR, IN DE BEDRIJVEN EN WERKPLAATSEN, DOOR DEELNAME VAN DE LEERLING AAN THEORETISCHE PART-TIME CURSUSSEN DIE DOOR DE VAKSCHOLEN WORDEN GEGEVEN.

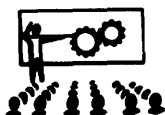
B-8.0

Schoolsysteem


B-8.1

Leerplicht


B-8.2

Organisatie van de beroepsopleiding


B-9

Sociale politiek en de sociale partners (kort overzicht)


DE BUITENLANDSE ARBEIDSKRACHTEN GENIETEN DEZELFDE ARBEIDS - EN BEZOLDIGINGSVOORWAARDEN ALS DE NATIONALE WERKNEMERS. ZIJ KUNNEN ZICH BIJ OM HET EVEN WELKE VAKORGANISATIE AANSLUITEN. DE ARBEIDS - EN BEZOLDIGINGSVOORWAARDEN ZIJN GROTENDEELS GEREGLD IN COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMSTEN DIE TUSSEN DE MEEST REPRESENTATIEVE VAKORGANISATIES VAN WERKGEVERS EN WERKNEMERS ZIJN AANGEEAAN. IN ZOVERRE DEZE VRAAGSTUKKEN EEN ALGEMEEN KARAKTER DRAGEN, KENT MEN OOK EEN WETTELIJKE REGLING OP DIT GEBIED. ZO IS BIJ WET EEN SOCIAAL MINIMUMLOON VOORGESCHREVEN EN WORDT OOK DE ARBEIDSDUUR, HET RECHT OP VAKANTIE, HET CONTRACT VAN DIENSTVERHUURING EN DE BESCHERMING VAN DE JEUDIGE WERKNEMERS MET GELIJK GEREGLD. OP HET GEBIED VAN DE GELIJKE BEZOLDIGING VAN MANNELIJKE EN VROUWELIJKE WERKNEMERS WERD DOOR LUXEMBURG DE INTERNATIONALE ARBEIDSOVEREENKOMST NR 100 GOEDGEKEURD.. DE SOCIALE ZEKERHEIDSIINSTELLINGEN, DIE ONDER TOEZICHT STAAN VAN DE RIJKSOVERHEID, WORDEN DOORGAANS BEPEERD DOOR COMITES WAARIN VERTEGENWOORDIGERS VAN DE WERKGEVERS EN VAN DE WERKNEMERS ZIJN OPGENOMEN. TEN AANZIEN VAN ANDERE GEBIEDEN HET ECONOMISCH EN SOCIAAL LEVEN BETREFFENDE, KENT MEN COMMISSIES VOOR OVERLEG BESLUITVORMINGEN EN BEROEP, WAARIN AFGEVAARDIGDEN VAN DE SOCIALE PARTNERS ZITTING HEBBEN

TOT SLOT GELDT VOOR ALLE BEDRIJVEN DIE REGELMATIG TENMINSTE 15 ARBEIDERS IN DIENST HEBBEN, ALSMEDE VOOR ALLE BEDRIJVEN DIE REGELMATIG AAN TENMINSTE 12 BEAMBTEN WERK VERSCHAFFEN DE VERPLICHTING TOT HET INSTELLEN VAN DELEGATIES VAN ARBEIDERS OF BEAMBTEN, WAARVAN DE FUNCTIES EN BEVOEGDHEDEN IN DE WET ZIJN OMSCHREVEN.



B-9.1

Organen van sociale bijstand



NUTTIGE ADRESSEN :

A) IN VERBAND MET DE TEWERKSTELLING VAN DE WERKNEMERS :

OFFICE NATIONAL DU TRAVAIL,

SERVICE CENTRAL DE LA MAIN-D'OEUVRE,

34, AVENUE DE LA PORTE-NEUVE, LUXEMBURG

TELEFOON : LUXEMBURG 267-93

B) IN VERBAND MET DE OPVANG VAN DE GEZINNEN :

SERVICE SOCIAL POUR LES IMMIGRANTS,

CENTRE D'ACCUEIL;

42, RUE GLESENER, LUXEMBURG.

TELEFOON : LUXEMBURG 480-590.



B-0

Geographical position

The Grand Duchy of Luxembourg is an independent State of Western Europe, located between 50°10'58" and 59°26'52" of latitude North and between 6°31'53" and 5°44'10" of longitude East, Greenwich meridian. i.e. between Belgium, France, and the Federal Republic of Germany.

B-1

Surface area

The surface area of the Grand Duchy is 2.586 sq. km.

B-2

Climate

By its geographical position, Luxembourg belongs to the temperate zone of northern Europe. Its climate, continental several decades ago, tends to become more and more maritime. The annual mean temperature vary between 8,16 and 9,96° C with minima of -12,19° to -15,09 and maxima of 29,99° to 31,24° according to the regions.

B-3

Population

Luxemburg has 345.000 inhabitants, foreigners.

B-3.0

of which: foreign population



70.000

B-3.1

Employed paid workers

The number of salaried workers amounts to 120.000 persons, including the administration,



B-3.10

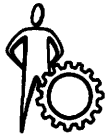
of whom: agriculture



15.000

B-3.11

of whom: industry



69.900

B-3.12

of whom: services



62.000

B-3.20

foreign workers employed



40.000

B-3.21

of whom: Community workers



B-4

Capital



The town of Luxemburg is the capital city of the Grand Duchy and the seat of the Government.

B-5

Language



In Luxemburg, people generally speak teir own mother Tongue, the Luxemburgish language. However, they nearly all speak French and German. The official language of the country is French.



B-6

Political system



The State of Luxemburg is a parliamentary democracy in the form of a constitutionnal monarchy. By virtue of the provisions of the article 32 of the Constitution of Luxemburg "sovereignty resides in the nation". The Grand Duke is the Head of State; together with the Government he has the executive power according to the Constitution. The Chamber of Deputies represents the Nation. It shares with the Grand Duke the legislative power. The deputies are elected by universal suffrage, by a system of list, and according to the rules of proportionnal representation. The judiciary powers belong to the courts and tribunals. Neither the legislative or the executive power has any power over the judiciary

B-7

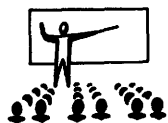
Economy



In the economic life of the country, the steel industry is still predominant, despite diversification of the industry, the evolution of which is strongly felt.

B-8

Education



Primary education is compulsory and free; secondary education, middle level education, and professional and technical education are generally free; properly speaking, no school have yet been created in the country, at the university level. Apart from public schools, local or national, there exists private schools, supervised by the State. One European school functions in the town of Luxemburg; reception classes for children of foreign nationality have been created in several localities of the country. Compulsory education last nine school years, from the age of six on wards. Professional education is given, either in the professional schools on a full time basis, or under apprenticeship schemes of a duration of three or four years, in the firms and workshops, with the apprentice attending subject matter courses given on a part-time basis in professional schools.



B-8.0

Educational system



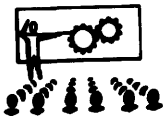
B-8.1

Compulsory education



B-8.2

Organisation of professional training



B-9

Social policy and social partners (brief survey)



Foreign workers enjoy the same working and salary conditions as the national workers. They are free to join any trade union. Working conditions and pay are regulated to a large extent by collective agreements entered into by the most representative unions of employers and employees. However, the national law also covers all the problems which arise in this field. It provides particularly for a minimum social pay, it determines working hours, and the entitlement to holidays, and it regulates recruitment agreements, and the protection of young workers. In the field of equality of pay between men and women workers, Luxemburg has adapted the International Convention of Labour n° 100. Social security agencies, supervised by the State, are generally run by committees composed of representatives of employers and employees. In other fields of economic and social life, consultative commissions, executive or appeal committees include delegates of the social partners. Finally, all the firms providing regular work to at least 15 workers, as well as all the firm with at least 12 office workers, must establish workers, or office workers committees whose functions and competence are determined by the Law.



B - 9.1

Information and reception organisations



a) for what concerns employment of workers

Office National du Travail,
Service central de la Main-d'oeuvre,
34. avenue de la Porte-Neuve, Luxembourg.
Telefon : Luxembourg 267-93.

b) for what concerns the reception of families

Service social pour les Immigrants,
Centre d'accueil,
42, rue Glesener, Luxembourg.
Telefon: Luxembourg 480-590.



B-0

Geografisk beliggenhed



Storhertugdømmet Luxembourg er en selvstændig stat i Vesteuropa, beliggende mellem $50^{\circ}10'58''$ og $59^{\circ}26'52''$ nordlig breddegrad og mellem $6^{\circ}31'53''$ og $5^{\circ}44'10''$ østlig længdegrad i forhold til Greenwich, d.v.s. mellem Belgien, Frankrig og forbundsrepublikken Tyskland.

B-1

Areal



Storhertugdømmet Luxembourgs areal er på 2.586 km^2 .

B-2

Klima



Ved sin geografiske beliggenhed tilhører Luxembourg Nordeuropas tempererede zone. Klimaet, der for adskillige årtier siden var kontinentalt, bliver efterhånden mere og mere oceanisk.

De årlige middeltemperaturer svinger mellem $8,16^{\circ}$ og $9,96^{\circ}$ C med laveste temperaturer fra $-12,19^{\circ}$ til $-15,09^{\circ}$ og højeste temperaturer fra $29,99^{\circ}$ til $31,24^{\circ}$, alt efter de forskellige egne.

B-3

Befolkning



Luxembourg har 345.000 indbyggere, hvoraf 70.000 er fremmede statsborgere.

Antallet af lønmodtagere er inklusive offentligt ansatte på 120.000, hvoraf 40.000 er fremmedarbejdere.

Den erhvervsaktive befolkning fordeler sig som følger:
15.000 personer i landbruget, 69.900 personer i industrisektoren og 62.000 personer i tertiærsektoren.



B-3.1 beskæftigede lønmodtagere



B-3.10 heraf: landbrug



B-3.11 heraf: industri



B-3.12 heraf: tjenesteydelser



B-3.20 beskæftigede udlændinge



B-3.21 heraf: arbejstagere fra Fællesskabet



B-4 Hovedstad



Byen Luxembourg er Storhertugdømmets hovedstad og regeringens sæde.

B-5 Sprog



Luxembourgerne taler i almindelighed deres modersmål letzeburgsk. De taler dog så at sige næsten alle fransk og tysk. Landets officielle sprog er fransk.

B-6



Stat og regering

Den luxembourgske stat er et repræsentativt demokrati i form af et konstitutionelt monarki. I henhold til bestemmelserne i § 32 i den luxembourgske forfatning er "den suveræne magt hos nationen".

Storhertugen er statsoverhoved; sammen med regeringen er han det konstitutionelle organ, den udøvende magt.

Deputeretkammeret repræsenterer nationen. Det deler med Storhertugen udøvelsen af den lovgivende magt. De deputerede vælges ved almindelig valgret ved listevalg og ifølge forholdstalsvalgmåden.

Udøvelsen af den dømmende magt tilhører domstolene. Hverken den lovgivende eller den udøvende magt har nogen som helst virkemidler over for den dømmende magt.

B-7



Erhvervsliv

Jernindustriens fremherskende stilling i landets erhvervsliv er stadig betydningsfuld til trods for en industriel differentiering, hvis udvikling i høj grad er mærkbar.

B-8



Uddannelse

Undervisningen i grundskolen er tvungen og gratis; gymnasieundervisningen, mellemskoleuddannelser og de faglige og tekniske uddannelser er i almindelighed gratis; strengt taget er der endnu ikke oprettet læreanstalter på universitetsniveau i Storhertugdømmet.

Ved siden af kommuneskolerne og statsskolerne findes der private skoler, der står under statens tilsyn.



Der findes en Europa-skole i byen Luxembourg; "modtagelsesklasser" for børn af fremmed nationalitet er blevet oprettet i flere egne af landet.

Den tvungne skolegang strækker sig over ni skoleår fra det fyldte sjette år.

Den faglige uddannelse gives enten i fuldtids-faglige skoler eller gennem en lærekontrakt af tre eller fire års varighed i virksomheder og værksteder under forudsætning af, at lærlingen deltager i teoretiske deltidsuddannelseskurser, der gives af de faglige skoler.

B - 8.0



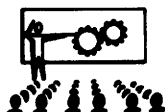
Skolesystem

B - 8.1



Undervisningspligt

B - 8.2



Organisation ad erhvervsuddannelse

B - 9



Socialpolitik og sociale partnere (arbejdsmarkedets parter) (kort oversigt)

Fremmedarbejdere har samme arbejds- og aflønningsvilkår som indenlandske arbejdstagere. Det står dem frit for at være medlemmer af de fagforeninger, de måtte vælge.

Arbejds- og aflønningsvilkårene er for en stor del fastsat i kollektive overenskomster mellem de mest repræsentative arbejdsgiver- og arbejdstagerorganisationer.



Den nationale lov løser dog også alle de problemer, der opstår på dette område. Den foreskriver således en mindsteløn, fastsætter arbejdstidens længde og retten til ferie, giver regler for arbejdslejekontrakten og beskyttelsen af unge arbejdstagere. Hvad ligeløn mellem mandlige og kvindelige arbejdstagere angår, har Luxembourg vedtaget den internationale arbejdskonvention nr. 100.

Socialforvaltningens organer, der står under statens tilsyn, styres i almindelighed af udvalg, der omfatter repræsentanter for arbejdsgivere og arbejdstagere.

Også på andre områder inden for det økonomiske og sociale liv består hørings-, beslutnings- eller ankeudvalg af repræsentanter for arbejdsmarkedets organisationer.

Endelig skal alle virksomheder, der regelmæssigt beskæftiger mindst 15 arbejdere, ligesom alle virksomheder, der regelmæssigt beskæftiger mindst 12 funktionærer, oprette udvalg bestående af arbejdere eller funktionærer, hvis opgaver og beføjelser fastsættes ved lov.

B-9.1



Sociale institutioner for oplysning og bistand

Nyttige adresser:

a) hvad angår beskæftigelse af arbejdstagere:

Office national du Travail
Service central de la Main-d'oeuvre
34, avenue de la Porte-Neuve, Luxembourg
Telefon: Luxembourg 267-93

b) hvad angår modtagelse af familier:

Service social pour les Immigrants
Centre d'accueil
42, rue Glesener, Luxembourg
Telefon: Luxembourg 480-590

**Direction générale des Affaires sociales
Bureau européen de Coordination**

**Direzione generale degli Affari sociali
Ufficio europeo di Coordinamento**

**Generaldirektion Soziale Angelegenheiten
Europäisches Koordinierungsbüro**

**Directoraat-Generaal Sociale Zaken
Europees Coördinatiebureau**

**Directorate General for Social Affairs
European Coordination Office**

**Direktoratet for Sociale Anliggender
Det europæiske koordineringsbureau**